

PRÉFET DU FINISTÈRE

Préfecture

Direction de la Coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

ARRETE PREFECTORAL du 26 avril 2019

**prescrivant l'ouverture d'une enquête publique
préalable à une autorisation environnementale (ICPE et IOTA) relative à la demande
d'autorisation d'augmentation de la capacité de production avec la mise en place d'un
système de recirculation de la pisciculture Bio de Langolen, sise au lieu-dit « Pont ar Stang »
à LANGOLEN**

**Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 181-1 et suivants, R 181-1 et suivants,
R 181-16 à R 181-34,

VU l'annexe à l'article R 511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des
installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2130,

VU les dispositions de l'article R 214-1 du code de l'environnement et notamment la nomenclature
des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L.
214-3 du même code (IOTA),

VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information
et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une
incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation
environnementale de certains projets, plans et programmes,

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale présentée le 15 octobre 2018 par M.
Régis THOMAS gérant de la SARL PISCICULTURE BIO de LANGOLEN, siège social,
« Pont ar Stang » 29510 LANGOLEN, en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter la capacité
de production de la pisciculture d'eau douce Bio de Langolen avec la mise en place d'un
système de recirculation,

VU le rapport de recevabilité du dossier établi le 2 avril 2019 par l'inspecteur de l'environnement
de la DDPP,

VU la décision en date du 3 avril 2019 de M. le conseiller délégué du tribunal administratif de
RENNES désignant M. Jean-luc ESCANDE, gérant de société en qualité de commissaire-
enquêteur,

VU l'avis délibéré de la Mission régionale d'autorité environnementale en date du 7 décembre 2018,

CONSIDERANT que le projet relève de la procédure d'autorisation après enquête publique au titre des ICPE et IOTA,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : contenu et calendrier

La demande présentée par M. Régis THOMAS, gérant de la SARL PISCICULTURE BIO DE LANGOLEN, siège social, « Pont ar Stang » 29510 LANGOLEN d'autorisation d'augmenter la capacité de production de la pisciculture Bio de Langolen avec la mise en place d'un système de recirculation à LANGOLEN sera soumise à une enquête publique d'une durée de 31 jours du **lundi 27 mai à 9 H au mercredi 26 juin 2019 à 17 H 30**.

L'enquête publique sera ouverte **le lundi 27 mai 2019 à 9 H en mairie de LANGOLEN** commune siège de l'enquête publique.

Le dossier soumis à la consultation publique contient les pièces suivantes :

- huit fascicules accompagné d'un plan ;
- le présent arrêté d'ouverture d'enquête publique ;
- l'avis délibéré de la Mission régionale d'autorité environnementale du 7 décembre 2018 ;

Article 2 : publicité

Le rayon d'affichage de l'avis au public prévu par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est de 3 kilomètres et comprend les communes de LANGOLEN, CORAY, ELLIANT, LANDUDAL, BRIEC et TREGOUREZ.

Dans chacune de ces communes, l'avis d'ouverture d'enquête sera annoncé par voie d'affichage quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et restera visible pendant toute la durée de celle-ci. Les maires concernés adresseront au préfet du Finistère un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, l'exploitant procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Cet affichage devra être visible et lisible de la voie publique et être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

La pose d'affiches s'effectuera aux abords du site de la pisciculture en concertation avec le commissaire enquêteur et le pétitionnaire. L'affichage devra être en place pour le samedi 11 mai 2019 au plus tard.

Presse

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête est publié par le Préfet du Finistère, aux frais du pétitionnaire, quinze jours au moins avant le début de l'enquête dans deux journaux locaux (Ouest-France et Le Télégramme). Cet avis au public sera rappelé dans les huit premiers jours suivant l'ouverture de l'enquête publique.

Internet

L'avis au public est consultable, dans le même délai, sur le site internet de la Préfecture du Finistère à l'adresse suivante : <http://www.gouv.fr/Publications/Publications-légales/Enquêtes-publiques>.

Article 3: modalités de consultation du projet

Les tiers intéressés pourront prendre connaissance du dossier d'enquête aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux des mairies concernées (LANGOLEN registre papier, CORAY, ELLIANT, LANDUDAL, BRIEC et TREGOUREZ en version numérisée) et consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet en mairie de LANGOLEN ou les adresser, par écrit ou par voie électronique en mairie de LANGOLEN, 3 place Marie Littré 29510 LANGOLEN (mail : mairie.langolen@wanadoo.fr) au nom de M. Jean-Luc ESCANDE commissaire enquêteur.

Les mails à l'attention du commissaire enquêteur parvenus après 17H 30 le jour de la clôture de l'enquête publique ne pourront être pris en considération.

Ce dossier sera également consultable jusqu'à la clôture de l'enquête sur un poste informatique à la Préfecture du Finistère, 42 bd Duplex à QUIMPER du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 13h15 à 16h00 et sur le site internet de la préfecture du Finistère à l'adresse susmentionnée.

Article 4 : M. Jean-Luc ESCANDE, désigné par le tribunal administratif de Rennes en qualité de commissaire-enquêteur, tiendra des permanences en mairie de LANGOLEN selon les modalités suivantes :

- le lundi 27 mai 2019 de 9 H à 12 H
- le vendredi 7 juin 2019 de 14 H 30 à 17 H 30
- le samedi 22 juin 2019 de 9 H à 12 H
- le mercredi 26 juin 2019 de 14 H 30 à 17 H 30

Article 5 : observations du public

Durant ses permanences en mairie de LANGOLEN, M. ESCANDE recevra les observations écrites et orales de toute personne intéressée et les consignera au procès-verbal. Le public peut formuler ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête sur le registre mis à disposition en mairie.

Les observations et propositions adressées par voie postale ou écrites sur le registre sont tenues dans les meilleurs délais, à la disposition du public au siège principal de l'enquête. Celles transmises par voie électronique sont consultables dans les meilleurs délais sur le site de la Préfecture du Finistère.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Le dossier d'enquête publique est communicable à

toute personne sur sa demande et à ses frais avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, conformément aux dispositions de l'article L.123-11 du code de l'environnement.

Article 6 : En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui, ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

Article 7 : **complément de dossier versé en cours de consultation**

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public, le commissaire enquêteur en fait la demande au responsable du projet, cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié. Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

Article 8 : **visite des lieux par le commissaire enquêteur**

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur en fait mention dans le rapport d'enquête.

Le commissaire enquêteur peut également auditionner toute personne ou service à sa convenance pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionnée par le commissaire enquêteur dans son rapport.

Article 9 : **réunion publique, prolongation de la consultation**

Lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur en informe le préfet du Finistère ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur définit, en concertation avec le Préfet du Finistère et le responsable du projet, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L 123-9 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet ainsi qu'au Préfet du Finistère. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, sont annexés par le commissaire enquêteur au rapport de fin d'enquête.

Article 10 : **clôture de l'enquête publique**

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête sont clos par le commissaire enquêteur qui rencontre, dans les huit jours, le responsable du projet. Il lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 11 : rédaction du rapport et conclusions

Le commissaire enquêteur établit un rapport unique qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Il consigne dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre des différentes réglementations mentionnées au présent arrêté, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmet au préfet du Finistère le dossier d'enquête déposé en mairie de LANGOLEN accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions au président du tribunal administratif de Rennes.

Le rapport, les conclusions du commissaire enquêteur, sont adressés par la suite à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné si besoin pour y être sans délai tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces documents sont également consultables sur le site internet de la préfecture du Finistère - rubrique publications légales enquêtes publiques : www.finistere.gouv.fr pendant un an.

Article 12 : autorité décisionnaire

Le préfet du Finistère est l'autorité compétente pour délivrer à la SARL PISCICULTURE BIO de LANGOLEN l'autorisation d'augmentation de sa capacité de production telle que décrite au dossier de demande.

Article 13 : exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère, la SARL PISCICULTURE BIO de LANGOLEN, les maires de LANGOLEN, CORAY, ELLIANT, LANDUDAL, BRIEC et TREGOUREZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Alain CASTANIER

Destinataires :

- Madame la sous-préfète de Châteaulin
- Messieurs les maires de :
LANGOLEN, ELLIANT, LANDUDAL,
BRIEC, TREGOUREZ
- Mme le maire de CORAY
- SARL PISCICULTURE BIO de LANGOLEN
- M. Jean-Luc ESCANDE commissaire enquêteur
- Tribunal Administratif de Rennes
- DDPP 29